



CHAPITRE 76

CHAPTER 76

Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke

[Sanctionnée le 22 mai 1963]

[Assented to 22nd May 1963]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Sherbrooke a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 1 George VI, chapitre 105, et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées afin de lui donner de plus amples pouvoirs;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à cette fin et qu'il est à propos de faire droit aux demandes contenues dans sa pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c. 233, a. 64, remp. pour cité.

1. L'article 64 de la Loi des cités et villes, tel que remplacé pour la cité par l'article 1 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 53, est de nouveau remplacé pour la cité par le suivant:

Rémunération du maire et des échevins.

“64. A compter du premier janvier 1963, le maire recevra annuellement comme rémunération une somme de six mille sept cents dollars et une somme additionnelle de trois mille trois cents dollars pour payer une partie des dépenses inhérentes à sa charge; les échevins recevront comme rémunération une somme annuelle de deux mille trois cent cinquante dollars et une somme additionnelle de mille cent cinquante dollars pour payer une partie des dépenses inhérentes à leur charge.

WHEREAS the city of Sherbrooke has, by its petition, represented that it is in its interest and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 1 George VI, chapter 105, and the acts amending it, be again amended in order to give it more ample powers;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for such purpose and it is expedient to grant the prayers contained in its petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 64 of the Cities and Towns Act, as replaced for the city by section 1 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 53, is again replaced for the city by the following:

“64. From the first of January 1963, the mayor shall receive annually as remuneration a sum of six thousand seven hundred dollars and an additional sum of three thousand three hundred dollars to pay part of the expenses inherent in his office; the aldermen shall receive as remuneration an annual sum of two thousand three hundred and fifty dollars and an additional sum of one thousand one hundred and fifty dollars to pay part of the expenses inherent in their office.

Frais
rembour-
sables.

En plus le maire et les échevins pourront être remboursés à même les fonds généraux de la cité des frais de voyages et de représentation faits dans l'intérêt de la cité sur résolution du conseil."

In addition, the mayor and the aldermen may be reimbursed out of the general funds of the city for the travelling and entertainment expenses incurred in the interest of the city upon a resolution of the council."

Reim-
bursement
of ex-
penses.

S.R., c.
233, a.
426, mod.
pour cité.

2. Le paragraphe 1° de l'article 426 de la Loi des cités et villes, remplacé pour la cité par l'article 54 de la loi 1 George VI, chapitre 105, et modifié pour la cité par l'article 10 de la loi 12 George VI, chapitre 55, l'article 2 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 73, l'article 4 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 108, l'article 3 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 104 et l'article 6 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 63, est de nouveau modifié pour la cité:

2. Paragraph 1 of section 426 of the Cities and Towns Act, replaced for the city by section 54 of the act 1 George VI, chapter 105, and amended for the city by section 10 of the act 12 George VI, chapter 55, section 2 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 73, section 4 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 108, section 3 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 104, and section 6 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 63, is again amended for the city:

R.S., c.
233, s.
426, am.
for city.

a) en remplaçant les deuxième et troisième alinéas qui suivent l'alinéa portant la lettre o, par les suivants:

a. by replacing the second and third paragraphs after the paragraph bearing the letter o, by the following paragraphs:

Avis.

"Le greffier doit, dans les dix jours de l'adoption de ce règlement, en donner avis public pendant trois jours juridiques consécutifs, conformément à sa charte et en outre adresser copie de cet avis par lettre recommandée à tous les propriétaires de la zone concernée. Cependant, lorsqu'il s'agira d'une clause générale visant tout le territoire de la cité, seul l'avis public sera requis.

"The clerk, within ten days of the passing of such by-law, shall give public notice thereof during three consecutive juridical days, in conformity with the charter, and also send copies thereof by registered letter to all the owners of the zone concerned. However, in the case of a general clause affecting the whole territory of the city, the public notice only shall be required.

Notice.

Assemblée
publique.

Une assemblée publique des électeurs propriétaires doit être tenue, après l'adoption du règlement, aux lieu, jour et heure fixés à cette fin par le conseil. Cette assemblée doit être tenue entre sept heures et dix heures du soir, entre le vingtième et le trentième jour de la date de l'adoption du règlement, après un avis de convocation d'au moins cinq jours francs donné par le greffier. Elle est présidée par le maire ou le maire suppléant ou, en leur absence, par un échevin ou l'un des officiers supérieurs de la cité mentionnés à l'article 121 de la loi 1 George VI, chapitre 105, spécialement désigné à cette fin par le conseil. Le greffier, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le règlement et soumet celui-ci aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement. Si, avant qu'il se soit écoulé une heure depuis la lecture du règlement, six des électeurs présents ou la majorité si le nombre des électeurs de la zone concernée est infé-

A public meeting of the electors who are property-owners shall be held after the passing of the by-law, at the place, on the day and at the time fixed for such purpose by the council. Such meeting shall be held between seven and ten o'clock in the evening between the twentieth and the thirtieth day after the date of the passing of the by-law, after the clerk has given a notice of convocation of at least five clear days. Such meeting shall be presided over by the mayor or the acting mayor or, in their absence, by an alderman or one of the chief city officials mentioned in section 121 of the act 1 George VI, chapter 105, specially appointed for such purpose by the council. The clerk, acting as secretary of the meeting, shall read the by-law and submit it to the electors present and qualified to vote on such by-law. If, before one hour has elapsed after the reading of the by-law, six of the electors present or the

Public
meeting.

rieur à douze, demandent que le règlement soit soumis pour approbation aux électeurs propriétaires, le président de l'assemblée doit fixer le jour du vote à une date appropriée dans les quarante jours suivant cette assemblée; dans le cas contraire, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs.”;

b) en remplaçant l'avant-dernier alinéa par le suivant:

Propriétaires d'immeubles contigus.

“Toutefois, si un referendum a lieu, les propriétaires d'immeubles situés dans une zone ou un secteur contigu à celle ou celui que vise le règlement ou la partie de règlement en question sont aussi admis à voter, sur présentation au greffier, dans les cinq jours qui suivent la période d'affichage de l'avis public visé ci-dessus, d'une requête signée par au moins douze électeurs propriétaires de la zone ou du secteur contigu en question, ou par la majorité d'entre eux si leur nombre est inférieur à vingt-quatre.”

1937, c. 105, a. 121, remp.

3. L'article 121 de la loi 1 George VI, chapitre 105, remplacé par l'article 11 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 70, est de nouveau remplacé par le suivant:

Congédiement de certains officiers.

“**121.** Les fonctionnaires municipaux suivants, savoir: l'avocat de la cité, le greffier, le greffier-adjoint, le trésorier, l'ingénieur de la cité, l'ingénieur en chef et le surintendant des services de l'électricité et du gaz, le directeur du service de police et le directeur des incendies ne pourront être congédiés à moins du vote affirmatif d'au moins sept membres du conseil.”

Entrée en vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

majority of them if the electors concerned are fewer than twelve in number, demand that the by-law be submitted for the approval of the elector-proprietors, the person presiding at the meeting shall fix as polling day a suitable date within the forty days following such meeting; otherwise the by-law is deemed to have been approved by the electors.”;

b. by replacing the penultimate paragraph by the following paragraph:

“Nevertheless, if a referendum is held, the owners of immoveables situated in a zone or sector adjacent to that affected by the by-law or part of a by-law in question shall also be permitted to vote, upon presentation to the clerk, within the five days following the period of posting of the public notice hereinabove provided for, of a petition signed by at least twelve electors who are property-owners in the adjacent zone or sector in question, or by the majority of them if their number is less than twenty-four.”

Owners of adjacent immoveables.

3. Section 121 of the act 1 George VI, chapter 105, replaced by section 11 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 70, is again replaced by the following:

1937, c. 105, s. 121, replaced.

“**121.** The following municipal officials, to wit: the city solicitor, the clerk, the assistant clerk, the treasurer, the city engineer, the chief engineer and the superintendent of the electricity and gas services, the director of the police department and the director of the fire department, may be dismissed only upon the affirmative vote of a least seven members of the council.”

Dismissal of certain officers.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.